



Pour un nouveau modèle républicain : Liberté, Parité, Égalité, Solidarité

Engagées pour une démocratie paritaire, depuis trois décennies au sein du réseau *Elles aussi*, nous lançons cet appel à l'adresse des candidates et candidats à l'élection présidentielle, nous leur demandons d'intégrer dans leur projet d'avenir pour la France certains points cruciaux venus de nos expériences de femmes. Ils concernent l'ensemble de la société.

Liberté. Respect pour les compétences des femmes, leur dignité et leur intégrité

Il faut lever les freins qui entravent les femmes dans leur pouvoir-faire et leurs aspirations. Ce sont en premier lieu le sexisme et la misogynie à reconnaître dans la loi au même titre que le racisme et l'antisémitisme. Le patriarcat, paradigme de toute domination, a maintenu une oppression millénaire sur le corps des femmes. En France, malgré des progrès considérables dans la citoyenneté, les violences perdurent contre les femmes, injures, coups, viols, meurtres, dans une guerre sans fin qui touche tous les milieux. C'est une longue révolution culturelle à poursuivre, dans un système androcentré, où le masculin représente l'espèce humaine.

Parité, partout, pour une démocratie aboutie

Le processus législatif initié en 2000 a levé l'exclusion faite aux femmes, leur a donné un droit de présence en politique. L'ambition des fondatrices d'*Elles aussi* allait au-delà : ne pas réduire la parité politique à un quota 50-50, en faire le levier d'une transformation du pouvoir vers un véritable partenariat femmes-hommes pour un bien commun. Les femmes sont encore trop souvent éloignées des instances de décision et d'exécution les plus puissantes, cependant, des femmes élues, ou en associations, agissent localement, incarnent les promesses du mouvement paritaire. Notre société n'est plus exclusivement dirigée par des hommes.

Égalité femmes-hommes dans toutes les politiques publiques

D'abord, l'indépendance économique, une des clés de la liberté avec la maîtrise de la fécondité, est loin d'être acquise pour chacune. Les femmes apportent à la société leur force de travail dont seule l'activité professionnelle, est reconnue et comptabilisée. Elles assurent le renouvellement des générations. Mais de cet apport vital à la société, elles sont indirectement toutes pénalisées. On en connaît les raisons : assignation au soin de la famille, temps partiel, avec des conséquences désastreuses sur le revenu et la retraite, qui les exposent davantage à la pauvreté, particulièrement les mères isolées. La grande cause de l'égalité doit être fermement reprise en considérant les contributions des femmes à la société dans tous les domaines, y compris non marchands.

Solidarité. Prendre soin du vivant humain et de l'environnement naturel

La crise sanitaire nous a fait prendre conscience de la vulnérabilité humaine, et de notre interdépendance avec l'environnement dégradé sans retour, par notre activité économique prédatrice de la nature. Elle a mis en évidence les activités essentielles à l'entretien de la vie. Elle a révélé les inégalités de genre, d'origine et de classe qui traversent notre société, en sortant de l'invisibilité les métiers du *care*, où sont les plus précaires, surtout des femmes. Il faut revaloriser ces emplois au vu de leur importance vitale, clé de voûte de notre système économique.

Le réseau *Elles aussi*, solidaire de toutes celles et ceux qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits fondamentaux, et pour rendre ce monde vivable et hospitalier.

En regard de cette déclaration, *Elles aussi*, réseau pluraliste indépendant des partis politiques, vous interpelle par une série de questions précisant les points cruciaux que nous avons identifiés ; ces questions portent sur les deux registres de l'action politique : le symbolique et la réalité des situations concrètes. Vos réponses ou votre absence de réponse communiquées à notre réseau associatif de partenaires, national et local, éclaireront les votes de chacune.

Voici maintenant les questions ou les propositions sur lesquelles nous souhaitons que vous vous prononciez :

I Sexisme et misogynie. Malgré la difficulté à saisir le sexisme par le droit, des efforts législatifs ont permis de renforcer l'action contre les violences sexuelles et sexistes pourtant celles-ci perdurent :

- Vous engagez-vous à faire reconnaître le sexisme dans les différents corps du Droit, au même titre que le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ?
- Vous engagez-vous de la même façon à faire reconnaître le crime de féminicide ?
- Vous engagerez-vous dans une approche holistique, pour éradiquer les violences contre les femmes, en construisant une « loi -cadre » à l'image de la loi espagnole, comme le préconisent les associations de terrain ? (cette approche est dans la ligne de la convention dite « d'Istanbul » ratifiée par la France)

Notre République est laïque.

- Vous appliquerez-vous à développer une laïcité porteuse de droits des femmes, en faisant prévaloir ces droits sur les traditions communautaires, qui subordonnent les femmes, et qui existent encore sur le territoire français (mutilations sexuelles, codes de la famille discriminatoires voire meurtriers, injonction au port du voile) ?

II Pouvoir politique. Le texte de la Constitution ne reconnaît pas explicitement le principe de parité, ce qui a pu faciliter certains contournements observés par la suite. Son préambule et son article premier ne connaissent que le genre masculin.

- Pour renforcer le socle symbolique des droits des femmes, pensez-vous modifier la constitution et introduire le concept de parité à l'article premier et la garantir dans les lois ?
- Dans le même but reprendrez-vous l'article premier pour le rendre plus cohérent avec la situation actuelle des hommes et des femmes en introduisant la catégorie de « sexe » au côté des catégories d'« origine ethnique, de religion et d'orientation sexuelle ».

Notre République est démocratique ; à un peuple paritaire, la démocratie doit offrir une juste représentation des femmes et des hommes dans les assemblées délibératives et leurs exécutifs.

- Quelles sont vos propositions pour atteindre la parité, actuellement bloquée, dans les assemblées délibératives intercommunales et leurs exécutifs ?
- Quelles sont vos propositions pour atteindre la parité à l'Assemblée nationale et au Sénat ?

III Egalité et politiques publiques. Notre république est sociale. La question de l'égalité femmes-hommes est transversale, ancrée dans des situations concrètes ; elle concerne tous les domaines de la société , privés et publics, toutes les activités et tous les âges.

- Pour élargir ses moyens d'action et renforcer l'initiative de la Ministre déléguée, créez-vous un ministère de plein exercice sur la question de l'égalité femmes-hommes et des discriminations ?
- Pour une prise de conscience collective du travail invisible des femmes, pilier du système économique, ferez-vous faire une évaluation de la valeur de ce travail non comptabilisé dans le PIB ?
- De par leur proximité avec les réalités humaines d'un territoire, les collectivités locales sont en première ligne pour développer des politiques publiques porteuses d'égalité femmes-hommes. Malgré la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et l'obligation d'un rapport annuel sur ce thème pour les collectivités les plus importantes (loi 2014783 art.61), les politiques publiques d'égalité restent insuffisantes. Par quels moyens comptez-vous développer cette pratique, aider à sa réalisation et son suivi, la contrôler ?
- Comptez-vous, dans votre quinquennat, réaliser enfin l'égalité professionnelle et comment ?

IV Solidarités

- Quelles sont vos propositions pour revaloriser les métiers nécessaires à l'entretien de la vie humaine, dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et particulièrement les métiers du *care* souvent précaires et surtout exercés par des femmes ?
- Lors de la crise sanitaire, la prise de conscience des interdépendances de la vie humaine et de l'environnement naturel s'est imposée, corrélée à la dégradation catastrophique de cet environnement, accompagnée d'un malaise dans la démocratie, où la participation politique ne paraît plus pouvoir s'exprimer, que dans la rue par des refus répétés. L'enjeu écologique et social des mesures à prendre et réaliser est trop important pour le faire sans un consensus populaire acceptable. Quelles formes démocratiques ouvertes à un vrai débat proposerez-vous pour réconcilier le politique et la société sur ce sujet capital ?

